

# Elite traditionnelle et domination dans le champ politique local : illustrations à partir de l'arrondissement de Tokombéré<sup>1</sup> dans l'Extrême-Nord Cameroun

Alawadi Zelao<sup>2</sup>

**Résumé :** Au Nord Cameroun, les pouvoirs traditionnels occupent une position privilégiée dans le champ politique local. Malgré leur domestication par l'Etat postcolonial, les autorités traditionnelles ont réussi à garder une certaine distance de manœuvre dans leur fonctionnement et dans leur organisation. Si à la faveur du processus de démocratisation des années 1990 dont beaucoup des pays africains ont été le théâtre, les chefs traditionnels ont pris une part active aux compétitions politiques, il n'en demeure pas moins vrai que les détenteurs de pouvoir traditionnel bénéficient encore d'une certaine légitimité sociale. A Tokombéré, site d'observation de cette étude, les chefs traditionnels disposent d'une position quasi hégémonique dans la société politique locale. Seulement, ceux-ci ne sont porteurs des valeurs démocratiques en dépit de l'ouverture au pluralisme sociopolitique que traverse le Cameroun depuis deux décennies. Le régime du système chefferial (*lamidalisme*), au Nord-Cameroun est plutôt favorable à l'expression de l'autoritarisme primaire dans la politique moderne. L'idéologie lamidale imprègne largement la société politique locale au point de codifier les interactions sociales et un type de comportement politique plutôt conformiste. Le renouveau de la domination lamidale ou encore du *bigmanisme* traditionnel s'apprécie à cette aune.

## Introduction

« Aujourd'hui, plusieurs fils et filles de cette localité [Tokombéré] occupent des postes stratégiques dans le gouvernement camerounais, grâce au travail titanique abattu il y a des dizaines d'années, par Baba Simon. D'ailleurs, c'est le village du président de l'Assemblée nationale, Cavaye Yeguié Djibril », (*Cameroon tribune*, n°10641, 30 juillet 2014, p. 16).

Dans la plupart des Etats postcoloniaux africains, les autorités traditionnelles ont longtemps disposé d'une position plus ou moins ambivalente dans le champ politique<sup>3</sup>. Si certains régimes ont œuvré à l'association des tenants de l'ordre traditionnel dans la gestion des affaires publiques, d'autres ont plutôt cherché à frapper d'illégitimité l'existence même de ces entités sociales, considérées comme contraires à la République<sup>4</sup>. Mais il y a bien une constante : quelle que soit la considération affectée au pouvoir traditionnel, il reste à admettre aujourd'hui qu'en dépit des transformations plus ou moins structurelles subies, les chefferies traditionnelles continuent de jouir d'une certaine influence sur les sociétés locales et même

---

<sup>1</sup> Créé par décret n°82/455 du 20 septembre 1982.

<sup>2</sup> Sociologue, Maître de Recherche, CNE/UYI, E-mail : [alazelao@yahoo.fr](mailto:alazelao@yahoo.fr)

<sup>3</sup> Catherine Coquery-Vidrovitch, *Afrique noire. Permanences et ruptures*, Paris, Payot, 1985, pp. 115-127.

<sup>4</sup> Claude-Hélène Perrot et François-Xavier Fauvelle-Aymar (dir), *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2003 ; Mahmood Mamdani, *Citoyen et sujet. L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*, Paris, Karthala, 2004.

sur le pouvoir moderne<sup>5</sup>. Au Cameroun notamment, et ce depuis l'époque du premier président Ahmadou Ahidjo (1960-1982), les autorités traditionnelles ont gardé une relation affinitaire avec le pouvoir central, certes sous caution d'une certaine aliénation<sup>6</sup>. Dans un contexte sociopolitique marqué par une forte hétérogénéité ethnoculturelle, l'Etat ne disposait pas alors des moyens adéquats pour pénétrer l'arrière-pays et surtout insuffler l'idéologie de l'unité nationale à l'ensemble des composantes sociologiques. C'est alors que les détenteurs du pouvoir traditionnel ont été mis à contribution pour remplir la fonction de domestication étatique du local. « *La construction de la périphérie relève de la dynamique de circonscription du champ de domination du centre* » note Sindjoun qui scrute l'horizon étatique à l'échelle périphérique<sup>7</sup>. Selon Warnier, observant la dynamique de formation de l'Etat au Cameroun, « *afin de se construire, un Etat doit pouvoir s'appuyer sur des processus de divergence sociale, d'inégalité de pouvoir, et sur des systèmes plus ou moins héréditaires de transmission des inégalités* »<sup>8</sup>.

Le décret<sup>9</sup> de 1977 confère aux autorités traditionnelles le statut « *d'auxiliaires d'administration* » chargés qu'ils sont désormais de véhiculer l'idéologie de l'Etat-nation en construction et d'inciter leurs sujets à l'acquisition de la citoyenneté de l'Etat du Cameroun. C'est dans cette mouvance que beaucoup des chefs traditionnels ont fait leur entrée dans l'administration publique et certains y ont occupé des positions de responsabilité importantes. Certains analystes y ont vu un début de « *laïcisation du pouvoir traditionnel* »<sup>10</sup> avec son pendant de déstructuration et de dérégulation des chefferies locales. Mais il serait largement réducteur de ne lire la relation entre pouvoirs traditionnel et pouvoir moderne au Cameroun que sous l'angle d'une relation à sens unique, unilatérale et unidirectionnelle, qui mettrait en phase, le rôle exclusif de l'Etat, de pouvoir moderne dans l'articulation de cette interaction. Il est alors opportun de cerner les rapports de ces deux entités sous le prisme de la complexité, de l'ambivalence et de l'attraction réciproque. C'est dans cette perspective analytique que s'inscrit cette réflexion qui traite de la domination du champ politique local (moderne) par la figure pesante du pouvoir traditionnel.

A partir du champ politique local dans l'arrondissement de Tokombéré, région de l'Extrême-Nord au Cameroun, et sur la base des observations empiriques, il se dégage clairement qu'il y a ici une forte imbrication du politique moderne et du politique traditionnel. Cela peut souligner la configuration spécifique de la construction de l'Etat postcolonial dans le contexte africain dans la mesure où les pouvoirs traditionnels étaient fortement ancrés et enracinés dans les sociétés locales précoloniales<sup>11</sup>. Donc, ni la thèse de la domestication

---

<sup>5</sup> Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, pp. 159-173 ; Sophia Mappa, *Pouvoirs traditionnels et pouvoir d'Etat en Afrique. L'illusion universaliste*, Paris, Karthala, 1998 ; Ibrahim Mouiche, *Autorités traditionnelles et démocratisation au Cameroun. Entre centralité de l'Etat et logiques de terroir*, Munster, Lit Verlag, 2005 ; Naomi Chazan et al (eds), *Politics and society in contemporary Africa*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1992 ; Christian Potholm, *La politique africaine. Théories et pratiques*, Paris, Economica, 1981.

<sup>6</sup> Lire à ce sujet Jean-Pierre Fogui, *L'intégration politique au Cameroun*, Paris, LGDJ, 1990.

<sup>7</sup> Luc Sidjoun, *L'Etat ailleurs. Entre noyau dur et case vide*, Paris, Economica, 2002, p. 39.

<sup>8</sup> Jean-Pierre Warnier, « Chefs de l'Ouest et formation de l'Etat au Cameroun », Claude-Hélène Perrot et François-Xavier Fauvelle-Aymar (dir), *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et de l'Etat en Afrique contemporaine*, op. cit., p. 319.

<sup>9</sup> N°77/245 du 15 juillet 1977.

<sup>10</sup> Livre blanc, *Changer le Cameroun. Pourquoi pas ?*, Yaoundé, 1990, p. 59.

<sup>11</sup> Sophia Mappa, 1998, op. cit.

étatique *strictu sensu* ni la thèse de la rémanence du pouvoir traditionnel ne suffiront de rendre compte de la complexité de la réalité politique africaine. Plus encore le champ politique local est le lieu par excellence d'une certaine constellation de la politique moderne et de la politique traditionnelle, étant entendu que ces réalités ne sont pas tangiblement opposables<sup>12</sup>. Le pouvoir traditionnel, malgré des vicissitudes de l'histoire, notamment celles entraînées par la colonisation, a réussi s'adapter et à plier l'échine sans toutefois rompre<sup>13</sup>.

Au Nord Cameroun comme dans d'autres régions du pays, certes avec des variantes ici et là, les autorités traditionnelles continuent de bénéficier de la collaboration des pouvoirs publics modernes et de la légitimité des populations locales. Cependant, dans la partie septentrionale, le contexte historique qui a présidé à l'émergence des chefferies traditionnelles est spécifique à plus d'un titre ; d'abord c'est dans un contexte de conflits interculturels que les chefferies voient le jour, ensuite les chefferies traditionnelles, que celles-ci soient d'extraction islamo-peuhle ou kirdi, portent en elles l'idéologie de centralisation et de concentration, et enfin ces chefferies sont modulées sur des stratégies faites à la fois de conservatisme et d'ouverture sur la modernité.

## **I- Tokombéré et la construction d'un champ politique monopolistique : quelques repères historiques**

La trajectoire historique du champ politique local montre une densité dans les relations intercommunautaires et met en exergue les luttes de puissance qui ont façonné l'espace politique tel qu'il se donne à voir aujourd'hui. Il s'agit principalement des communautés conquérantes (islamo-peuhles) et des communautés autochtones (kirdi).

### **a) Les luttes historiques**

Dans la mouvance des conquêtes islamo-peuhles engagées par les sociétés musulmanes dès le 17<sup>ème</sup> siècle, le champ social a basculé dans une zone d'effervescence au point où finalement « *la guerre apparaît comme la modalité la plus caractéristique et la plus spectaculaire des rapports entre les Peul et les populations paléonigritiques de l'Adamaoua au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces relations tumultueuses déterminèrent un accroissement sans précédent, dans la région, du taux de violence* »<sup>14</sup>. En effet l'avènement du jihad lancé et porté par Othman dan Fodio en 1804 va complexifier les rapports entre les communautés musulmanes et les populations autochtones dans ces régions. Animées d'une ferveur religieuse, du reste enflammée par une poussée d'un certain prosélytisme, les sociétés

---

<sup>12</sup> Voir sur cette perspective d'analyse les travaux théorico-empiriques des chercheurs de Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement (LASDEL) basé au Niger (Afrique de l'Ouest) : Thomas Bierschenk et Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds), *Les pouvoirs au village : le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*, Paris, Karthala, 1998 ; Thomas Bierschenk, Jean Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds), *Courtiers en développement*, Paris, Karthala, 2000 ; Jean-Pierre Olivier de Sardan et Mahamam Tidjanou Alou (dir), *Les pouvoirs locaux au Niger. A la veille de la décentralisation*, Dakar/Paris, CODESRIA/Karthala, 2009. Pour le cas du contexte rural nord-camerounais, lire Alawadi Zelao, « Configuration du champ de développement local à l'ère de la décentralisation au Nord-Cameroun », *Revue des Hautes Terres*, n°2, 2012, pp. 133-157 ; Motaze Akam, « Laamido, rapports sociaux et courtiers du développement au Nord du Cameroun », *Ngaoundéré-Anthropos. Revue de Sciences Sociales*, (IV), 1999, 101-141.

<sup>13</sup> Jacques Lombard, *Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique noire*, Paris, PFNSP, 1967.

<sup>14</sup> Thierno Mouctar Bah, « Le facteur peul et les relations inter-ethniques dans l'Adamaoua au XIX<sup>e</sup> siècle », Jean Boutrais (dir), *Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun)*, Paris, Editions ORSTOM, 1993, p. 71.

musulmanes engagent une entreprise de dissémination de l'idéologie islamique dans cette partie du Cameroun. Les sociétés locales sont désormais assujetties à un contexte historique provoqué par des conquérants intrépides.

Dans les campagnes comme dans les enclaves urbaines, une dynamique de conflictualisation des rapports sociaux s'esquisse et met en relief la montée des identités primaires. Les sociétés musulmanes se découvrent désormais une mission d'expansion de l'idéologie islamique dans des zones qui lui ont échappé il y a longtemps. La croisade est lancée à l'assaut des montagnes comme des plaines où vivent en grande partie les communautés kirdi. Alors que dans les régions montagneuses de Mokolo ou de Morra ce sont les Mandara qui instaurent l'islamisation dans les mœurs sociales, en plaine notamment, au sein des communautés comme les Moundang, les Mousgom, les Guiziga, ce sont les cavaliers Foulbé qui réussissent à prendre possession de l'espace. De leur côté, les communautés autochtones ont articulé des logiques de résistance face à cette entreprise de conquête des sociétés musulmanes. Ainsi dans la zone de Maroua, les Foulbé ont affronté la résistance farouche des Guiziga dont certains, sous l'effet conjugué de la puissance militaire et de la ferveur religieuse, des conquérants se sont repliés dans les montagnes. A Mora, face à l'annexion du royaume Wandala, les montagnards, à l'instar des Mouktélé, Vamé, Ourza et Podoko, ont développé des stratégies de replis tactiques dans les blocs massifs aux alentours. Ce fut également la même attitude qui a animé les autres peuples montagnards du Diamaré, tels les Mofou, qui ont fait de leurs massifs des zones où ils pouvaient opérer des actions de ripostes face à l'ennemi.

Cette époque fortement marquée par l'idéologie islamique, au demeurant crisogène, a marqué et provoqué les mouvements des peuples et le repositionnement dans l'espace<sup>15</sup>. Du côté des sociétés musulmanes, et en raison de leur puissance militaire, celles-ci ont commencé à prendre possession des localités urbaines telles Maroua, Garoua et Ngaoundéré ; alors que de l'autre côté chez les populations autochtones il s'opère plutôt un repositionnement dans l'espace. Soit par l'articulation des replis tactiques dans les massifs rocheux soit par l'occupation des zones inondables qui sont difficiles d'accès aux cavaliers peuhls. C'est le cas des peuples des plaines comme les Massa, les Mousgom, les Moundang, les Mousey, etc. Les rapports entre sociétés musulmanes et communautés autochtones sont désormais marqués du sceau de la violence et de l'adversité symétriques. Face à la puissance militaire des conquérants, les communautés autochtones ont articulé des techniques d'insoumission et d'indocilité. C'est notamment des peuples des montagnes qui se sont embusqués dans leurs massifs pour échapper à l'impérialisme des conquérants. Entretemps ils auront affiné les instruments de « guerre » et ils n'hésitaient pas à décocher les flèches à la moindre vue des cavaliers peuhls ou des commerçants Mandara ou kanuri. C'est dans le cadre de cette histoire régionale agitée que les peuples des montagnes ont acquis ce que Jean-Yves Martin appelle « *la mentalité du qui-vive* »<sup>16</sup> en raison de ce que les conquérants ne laissaient aucun répit à ces peuples à soumettre et à convertir à l'Islam. A Tokombéré, où vivent essentiellement les peuples montagnes (Zoulgo, Mada, Mouyeng, Mboko, Guemjek, Molko, Ouldémé, Mbrémé...), le conflit historique les aura opposés aux Mandara qui ont exprimé leur

---

<sup>15</sup> Alain Beauvilain, *Nord-Cameroun. Crises et peuplement*, Imprimerie Claude Bellée, Manche, 1989.

<sup>16</sup> Jean-Yves Martin, *Les Matakam du Cameroun*, Paris, ORSTOM, 1970. Voir également Jean Boutrais, *Mbozo-Wazan. Peul et montagnards au nord du Cameroun*, Paris, ORSTOM, 1987.

suzeraineté sur les populations locales. La mentalité collective de ces peuples fourmille de mille et une intrigues qui rappellent bien que les relations entre eux et les Mandara n'ont pas été que « froides ». L'arsenal de guerre (lances, bouclier, carquois, flèches...) rappelle ce moment où les montagnes furent réellement assiégées par des intrépides conquérants en quête des « hommes et des femmes valides » pour les empires et royaumes environnants. La quiétude n'était alors que fictive et les sociétés s'étaient prises à vivre une saillie ou à riposter à un assaut des Mandara ou des cavaliers peuhls.

### ***b) La quête d'hégémonie par les groupes dominants***

La période de conquête a aussi été propice à la construction de l'hégémonie des sociétés musulmanes au Nord Cameroun<sup>17</sup>. D'ores et déjà, il est à souligner que le Jihad a été un puissant ferment de cohésion sociale au sein des sociétés musulmanes qui ne disposaient pas, à dire vrai, d'une conscience collective, au sens où l'entend Emile Durkheim<sup>18</sup>. La religion aura joué ce rôle de nivellement des particularismes et renoué les morceaux dont les clans ou les tribus constituaient l'expression manifeste. Car c'est en plusieurs segments que les sociétés peuhles ont fait irruption dans la partie septentrionale du Cameroun. Il y a les Férobé, les Yillaga et les Wolarbè. Ces clans avaient pour principale identité commune la langue et ne communiaient pas dans un élan intégrateur avant que le Jihad ne soit lancé. Leur principale activité qu'était l'élevage n'a pas jusqu'ici joué un rôle de ralliement. C'est en petits groupes, marchant derrière les troupeaux, généralement éloignés des villes et des centres de grande concentration humaine que les « pasteurs peuhls » ont pénétré le Nord Cameroun. Ils ont trouvé sur place des groupes sociaux, longtemps installés et ayant marqué une forte présence spatiale, avec qui ils ont pendant quelque temps gardé des relations plus ou moins paisibles et relativement cordiales. Ce fut l'époque préislamique, essentiellement marquée par les relations sociales iréniques et d'échanges entre les berges peuhls et les populations locales. Les frustes bergers avaient alors bénéficié d'immenses espaces de pâturages et avaient établi des relations matrimoniales avec les autochtones. Ce fut là une courte parenthèse qui sera très vite fermée par l'avènement du jihad qui va consacrer une nouvelle ère dans les relations intercommunautaires.

A la faveur de cette guerre de religions, les pasteurs peuhls se muent progressivement en conquérant et manifestent leur volonté de puissance sur les populations locales. L'espace social se reconfigure complètement. Raffermissés par les victoires engrangées sur ces peuples, les sociétés musulmanes installent des chefferies traditionnelles (*lamidats*) afin de mieux quadriller le terrain et mieux organiser leur installation dans la région. Les centres urbains se sont les lieux ciblés où ont pris pieds les grands *lamidats* au Nord Cameroun. Les *lamidats* de Maroua, de Garoua et de Ngaoundéré manifestent aujourd'hui la puissance hégémonique des sociétés peuhles ; ces *lamidats* ont émergé dans un contexte historique de conflits

---

<sup>17</sup> Lire Shimada Yoshihito, *Royaumes peul, islamiques et super-ethniques dans le Nord-Cameroun (autour de Rey-Bouba)*, Nagoya University, African Kingdoms Collection, 2004.

<sup>18</sup> Emile Durkheim écrit : « *L'ensemble des croyances et des sentiments communs à la moyenne des membres d'une société forme un système déterminé qui a sa vie propre ; on peut l'appeler la conscience collective ou commune. Sans doute, elle n'a pas pour substrat un organe unique ; elle est, par définition, diffuse dans toute l'étendue de la société ; mais elle n'en a pas moins des caractères spécifiques qui en font une réalité distincte* », *De la division du travail social*, Paris, PUF, 1996, p. 46.

interculturels (sociétés conquérantes et communautés autochtones)<sup>19</sup>. Il y a côté de ceux-ci les sultanats de Mora, de Kousséri, de Logone Birni et de Goulfey. Il faut également mentionner les *lamidats* de Rey-Bouba, de Batchéo, de Gashiga, de Banyo, de Galim, de Bogo, Kalfou... qui ont émergé à l'issue d'un contentieux idéologique entre des communautés en procès historique. Très tôt, ces *lamidats* qui incarnent désormais la figure emblématique des conquêtes peuhles, ont été portés à instaurer l'idéologie de l'Islam au sein des segments autochtones. Les *lamidats* sont en effet des formes de sociétés traditionnelles où le pouvoir est de facture centralisée, incarné par une figure unique (*lamido*). Le *lamido* dispose selon les contextes, des pouvoirs politique, économique et religieux à la fois. Il est propriétaire de la terre et son commandement s'impose à tous ceux qui se trouvent sur le territoire placé sous son giron.

Par la magie de l'histoire, les *lamidats* ont gagné en extension et aussi en représentation dans la mesure où ce type d'organisation a fini par s'instaurer dans d'autres sociétés au Nord Cameroun. Ce qui caractérise les *lamidats*, c'est l'ethos d'accaparement et de concentration de toutes les ressources économiques en leur sein. Peut-être davantage en raison de la configuration historique qui a œuvré à leur émergence, les *lamidats* fonctionnent pratiquement à l'autoritarisme primaire<sup>20</sup>. Leur fonction a une orientation multidimensionnelle et multidirectionnelle. C'est dire que le pouvoir *lamidal*, doté d'une rationalité holistique (à dire vrai globalisante), irrigue la société dans ses différentes composantes (culturel, religieux, symbolique, économique, foncier, normatif, etc).

### c) *L'entropie du champ social*

L'on entrevoit ici la mise en co-présence de deux systèmes d'organisation sociopolitique indigène. Sur la tête des sociétés indigènes s'est posé le système de pouvoir traditionnel propre aux sociétés musulmanes qui ont entrepris la conquête. La réalité anthropologique au Nord Cameroun montre que si les sociétés locales sont en majorité organisées sur le modèle de pouvoir à « démocratie familiale »<sup>21</sup>, les sociétés qui ont engagé la conquête de cette région sont dépositaires plutôt de pouvoir centralisé. Les *lamidats* sont ainsi des systèmes de pouvoirs traditionnels où l'autorité est incarnée par une personne qui l'impose aux autres membres de la société. Sous la période des conquêtes, à l'épreuve de l'islamisation et souvent par effet de mimétisme, les sociétés locales ont été bouleversées et certaines ont presque perdu de leur identité. L'un des effets sismiques- peut-on dire- de l'islamisation au Nord Cameroun est le nivellement du modèle d'organisation sociopolitique indigène.

La réalité est frappante aujourd'hui : les sociétés locales dans cette partie du pays, indistinctement de leur identité religieuse ou ethnique fonctionnent sur le modèle lamidal. Qu'elles soient d'origine peuhle, mandara, kottoko ou d'extradition kirdi (Mafa, Massa, Moundang...), les chefferies traditionnelles fonctionnent sur le même décor matériel (appareil chevaleresque, vestimentaire...) et la même armature organisationnelle (faada, pouvoir

---

<sup>19</sup> Voir sur cette dimension historique des *lamidats*, Gilbert Taguem Fah, « Crise d'autorité, regain d'influence et pérennité des lamidats peuls du nord-Cameroun. Etude comparée de Ray Bouba et Ngaoundéré », Claude-Hélène Perrot et François-Xavier Fauvelle-Aymar (dir), *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique contemporaine*, op. cit., pp. 267-288.

<sup>20</sup> Voir Maurice Duval, *Un totalitarisme sans état*, Paris, L'Harmattan, 1985.

<sup>21</sup> Meyer Fortes et Edward Evans Pritchard, *Systèmes politiques africains*, Paris, Puf, 1964.

concentrique...). Si les *lamidats*, dans les sociétés peuhles ou mandara, fonctionnent sur des codes et des normes que ces sociétés, elles-mêmes, maîtrisent et ordonnent ; il n'en est pas le cas pour les sociétés kirdi ou autochtones qui, elles, ont plutôt subi une transformation dans leur structuration. Car c'est de cela qu'il s'agit, parce que le *lamidat* est une greffe, sorte d'avorton, des dynamiques « coloniales » portées par les sociétés musulmanes dans le sillage des mouvements de conquêtes. Au sein des sociétés locales, et surtout aux yeux des populations, ces structures externes à leurs cultures, manifestent la « situation coloniale »<sup>22</sup> dont elles ont servi de rouage pendant des décennies. Pendant que l'élite kirdi qui a subi une acculturation s'ajuste allègrement à cette nouvelle situation, les populations sont prises dans un jeu d'hybridation dont elles ne maîtrisent pas les ressorts. C'est que l'islamisation n'a pas atteint le fond de la société autochtone au Nord Cameroun. La minorité d'élite, fraîchement islamisée a servi de maillon de véhicule et d'expansion à cette religion, mais les populations n'en ont pas véritablement ressenti les effets destructeurs. Cependant, la présence de cette élite convertie, porteuse d'une nouvelle idéologie dans leurs sociétés d'origine est à la base de la dynamique de dérégulation et de désordre culturel voire identitaire. Les chefs traditionnels kirdi islamisés qui organisent leurs sociétés sur le modèle *lamidal*, amènent des éléments de perturbation. Cela se manifeste notamment lors des cérémonies traditionnelles ou des manifestations rituelles. Le chef kirdi islamisé tourne le dos à la société et à ses valeurs traditionnelles, et embrasse sans réserve la culture des sociétés peuhles ou mandara qu'il a fini par ériger en référence pour lui-même et les populations dont il préside aux destinées, dans une situation plutôt ambiguë<sup>23</sup>. Au plan économique, il y a superposition entre l'économie de capitalisme primaire incarné par les *lamidats* et l'économie de production domestique à l'œuvre dans les sociétés kirdi<sup>24</sup>. Car, alors que les *lamidats* sont les lieux par excellence de l'accaparement et de l'accumulation des ressources (le phénomène de la *zakkat*), les tenants de pouvoirs chez les kirdi règnent dans une sobriété matérielle, sans richesse ni fortune. Cela est révélateur en effet de deux modèles de société, qui fonctionnent sur la base des ordonnances culturelles distinctes.

## **II- Pouvoirs traditionnels locaux et accaparement de l'espace politique local**

La structuration du champ politique, de même que l'interaction entre les groupes sociaux et l'élite montre la prégnance de la rationalité *lamidale* dans la vie publique au Nord Cameroun. Dans certaines localités, la politique est largement dominée par les détenteurs du pouvoir traditionnel.

### **a) Invasion de l'espace politique par les pouvoirs traditionnels**

Il faut remonter au contexte de monolithisme politique pour cerner la dynamique d'incrustation des pouvoirs traditionnels dans le champ politique camerounais<sup>25</sup>. Très tôt le premier président Ahmadou Ahidjo avait associé les autorités traditionnelles à son pouvoir. L'objectif principal était d'utiliser les pouvoirs traditionnels comme instrument de pénétration

---

<sup>22</sup> Georges Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, Puf, 1982.

<sup>23</sup> Voir Georges Balandier, *L'Afrique ambiguë*, Paris, Plon, 1962.

<sup>24</sup> Motaze Akam, « Changements socioéconomiques et maintenance sociale chez les kirdis du Cameroun septentrional », *Revue Science et Technique, Série Sciences Humaines*, VI, n°3-4, 1989, pp. 125-138.

<sup>25</sup> Jean Pierre Fogui, 1990, op. cit.

de l'arrière-pays mais aussi mieux assurer leur contrôle. L'entrée en scène politique des chefs traditionnels remonte à cette époque où ils commencent à afficher clairement leur choix politique notamment dans le parti unique, l'Union nationale Camerounaise (UNC) et occupent des positions administratives. Pour la partie septentrionale notamment, le champ politique fut déjà largement dominé par les tenants des titres « nobiliaires ». Il y avait ainsi les *lamibe* (pluriel du *lamido*) Yaya Dairou, Iyawa Amadou, Babale Oumarou, Bouhari Bouba, Yadji Mohaman, Mohamadou Ousmanou, Daicreo Yerima, Kakiang Wappi, Geima Garba, Mallam, Adama Haman, Souaibou Bobo et Amoua Abdoulaye auxquels il faut ajouter Bouba Bello Maigari et Lamine Mohaman qui sont fils des chefs. D'office, ces chefs traditionnels étaient membres titulaires de l'UNC<sup>26</sup>. Ils constituent en effet la colonne vertébrale de la politique d'Ahmadou Ahidjo et insufflaient dans le corps social le système de gouvernance qui est l'œuvre dans le *lamidat*. Ils imprimaient à la société politique régionale une vision concentrique et unanimiste qui annihile toute opportunité de contradiction et de débat libre.

Lorsque le Cameroun s'ouvre en 1990 au multipartisme, les chefs au Nord Cameroun opèrent une adaptation conservatrice en s'alliant au parti au pouvoir qu'est le Rassemblement démocratique du peuple Camerounais (RDPC). Alors qu'il est interdit aux chefs traditionnels d'afficher leur militantisme politique, il est désormais constaté que la compétition politique a mis en lice le *lamido* et un de ses sujets. Les chefs traditionnels ont dès lors pris part aux différentes élections locales jusqu'ici organisées. A Tokombéré, ce sont les chefs traditionnels qui constituent l'essentiel des conseillers municipaux de la commune de cet arrondissement. Le maire actuellement en poste, Boukar Tikre, qui a été élu aux élections municipales du 30 septembre 2013 est *lamido* du canton de Makalingai à l'instar des ses homologues des autres arrondissements du département du Mayo-Sava ; à savoir le maire de Kolofata, Seini Boukar Lamine, *lamido* de la même ville et le maire de Mora, Abba Boukar, notable au sultanat de Mora. Au parlement siège également les chefs traditionnels. Le cas le plus emblématique est celui de Cavaye Yeguié Djibril, député de Tokombéré et président de l'Assemblée nationale depuis 1992. Il est loisible de souligner la configuration lamidale de la société politique locale. Les chefs traditionnels y tiennent des positions privilégiées. Par un jeu de reproduction familiale ou *chefferiale*, il est nettement consacré le *lamidalisme*<sup>27</sup> comme matrice de régulation du politique à l'échelle locale. Le champ politique moderne, dans son fonctionnement au concret est fortement marqué par ce que Olivier de Sardan appelle la « gouvernance chefferiale »<sup>28</sup> ; ce régime de gestion qui se traduit de fait par la forte personnalisation et la concentration des ressources entre les mains d'une personne ou d'un clan. Les normes démocratiques échouent et se noient dans le dédale d'une gestion qui ne repose plus qu'accessoirement sur les règles formelles.

---

<sup>26</sup> Jean-Pierre Fogui, 1990, op. cit., pp. 226-227.

<sup>27</sup> Le concept de *lamidalisme* a été affiné et développé par le sociologue Motaze Akam. Nous l'appréhendons ici comme référentiel normatif et cognitif qui irrigue l'ensemble de la société en raison notamment de la position envahissante des chefs traditionnels dans le champ politique local. La pratique sociale de même que le système de représentation des individus est déterminé par le cadre lamidal. Voir Motaze Akam, « Le lamidalisme dans la problématique du développement rural au nord du Cameroun », thèse de Doctorat 3<sup>ème</sup> cycle, Bordeaux, 1984 ; Motaze Akam, *Le défi paysan en Afrique. Le lamido et le paysan dans le Nord du Cameroun*, Paris, L'Harmattan.

<sup>28</sup> Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Les huit modes de gouvernance en Afrique de l'Ouest », *Etudes et travaux*, n°79, 2009, p. 12.

### b) *La figure pesante de Cavaye Yeguié Djibril dans le jeu politique local*

La perspective *bigmanique* développée par la sociologie politique africaniste met en relief le rôle des acteurs de premier plan dans la modulation de la scène sociopolitique dans leur environnement socioculturel<sup>29</sup>. Partant du contexte africain, une telle grille d'analyse souligne que la politique est d'abord l'affaire des « grands hommes » qui jouissent à la fois des positions institutionnelles et de l'ascendance sur leurs sociétés locales. Ce qui atteste en effet de la faible institutionnalisation des systèmes politiques africains. Au-là de son acception idéal-typique, le *big man* traduit à l'évidence le trait spécifique de la politique en territoire postcolonial africain, sans toutefois s'enraciner dans le terroir culturel<sup>30</sup>. De ce point de vue, c'est dans la dynamique d'étatisation de ces sociétés qu'il faut plutôt situer l'ancrage de ce phénomène. A Tokombéré, et en raison de sa trajectoire et de carrière politiques Cavaye Yeguié Djibril fait office de la figure du *big man*. Chef traditionnel (*lamido*) du groupement Mada, siégeant à l'Assemblée nationale comme député depuis 1972 et aujourd'hui président de cette chambre du parlement camerounais, le Très Honorable Cavaye Yeguié Djibril a accumulé tant des ressources institutionnelles qui font de lui un acteur clé de la scène politique locale. Siégeant au bureau politique, instance suprême du parti au pouvoir le RDPC, il dispose d'un précieux instrument pour animer, activer et moduler selon sa vision le champ politique de son arrondissement voire au-delà.

En effet à Tokombéré Cavaye Yeguié Djibril est parvenu à verrouiller la scène politique en monopolisant les structures qui influent directement l'activité politique. Le maire de la commune de l'arrondissement de Tokombéré, le lamido Boukar Tikre est le beau-frère du président de l'Assemblée. L'agence communale d'Elections Cameroon (ELECAM), organe en charge des élections est tenu par un originaire de l'ethnie Mada, aux destinées desquelles préside Cavaye Yeguié Djibril. De même que la section du RDPC est dirigée par Naba Hans, homme lige de Cavaye Yeguié Djibril et par ailleurs son sujet. Dans un contexte politique où c'est pratiquement le RDPC qui gagne les élections au Cameroun, Cavaye Yeguié Djibril a cherché à garder une main mise sur les instruments qui lui permettent d'avoir des victoires automatiques alors même que l'opposition, au niveau local, ne dispose pas des ressources nécessaires pour affronter le système mis en place par Cavaye. Conduisant la politique à la manière dont il gère son *lamidat*, c'est-à-dire par méthode d'unanimisme, d'autoritarisme et parfois de violence<sup>31</sup>, Cavaye Yeguié Djibril, dans le contexte du multipartisme des années 1990, n'a opéré qu'une adaptation monopoliste, sorte d'accommodement conformiste, sans rupture dans l'activité politique. Certes, Cavaye Yeguié Djibril affronte une certaine adversité soit dans les rangs de son parti, notamment lors des élections primaires ou des partis de l'opposition, comme celle vécue lors des dernières élections législatives et municipales du 30 septembre 2013. Ses adversaires l'affublent alors

---

<sup>29</sup> Voir Jean-Pascal Dalloz, « Les approches élitaires comme nécessaire antidote », Jean-Pascal Dalloz (dir), *Le (non-) renouvellement de l'élite en Afrique subsaharienne*, Bordeaux, CEAN, 1999, pp. 13-31 ; Ibrahim Mouiche, « Multipartisme, « bigmanisme » politique et démocratisation au Cameroun », *Revue africaine d'études politiques et stratégiques*, n°5, 2008, pp. 19-46.

<sup>30</sup> Jean-François Médard, « Le big man en Afrique. Du politicien entrepreneur », *Année sociologique*, n° 42, 1992, pp. 167-192.

<sup>31</sup> Lors des élections présidentielles de 1997, une partie de la population dans la chefferie de Cavaye Yeguié Djibril, a été soumise à une traque de la part des forces de l'ordre. Ce qui a entraîné l'exil forcé de certaines familles. Voir *L'Effort camerounais*, n°83 du 23 au 29 octobre 1997.

d'un bilan très négatif et d'une longévité aux affaires qui n'aura pas bénéficié à la population de son arrondissement. Malgré cette opposition, plus souvent non structurée, Cavaye Yeguié Djibril a gagné toutes les élections locales (législatives) auxquelles il a présenté sa candidature.

Face à une poussée subversive des opposants locaux, il est souvent arrivé qu'il bénéficie directement du soutien du président national du RDPC, Paul Biya, notamment lors des élections primaires au sein du parti, en vue des choix de candidats aux élections locales. «*Rejeté par la base, repêché par le sommet* » avait titré en 2002, le quotidien *Mutations*. En dépit d'un environnement sociopolitique ouvert à aux élections pluralistes, Cavaye Yeguié Djibril a continué d'enranger des victoires par des méthodes peu démocratiques alliant contraction, corruption et clientélisme. Il a procédé à un savant dosage de la *domination traditionnelle* et de la *domination moderne* (légal-rationnelle selon Max Weber)<sup>32</sup>. Plus que tout, le pouvoir traditionnel apparaît comme une ressource décisive dans la maîtrise des zones d'incertitudes qui assaillent le champ politique local à l'heure de la démocratisation.

### ***c) L'atomisation des forces modernes (jeunes, associations, intellectuels)***

Des analystes africanistes comme Lafargue montre que c'est par le biais des mouvements de contestation que la démocratisation a été possible dans les pays d'Afrique subsaharienne<sup>33</sup>. Après trois décennies d'autoritarisme, les groupes sociaux, répartis en diverses catégories socioprofessionnelles (jeunes, intellectuels, associations, mouvements religieux, etc) ont actionné et organisé des manifestations afin de provoquer la chute des régimes politiques alors monolithiques. C'est à l'aune de ces mutations qu'il faut situer la naissance de la société civile en Afrique. En effet, la dynamique de subversion des régimes politiques africains se situe à deux niveaux : niveau macro et niveau micro. A l'échelle macro, c'est d'abord l'avènement de l'opposition politique qui aura été déterminant dans la reformulation d'un nouveau paradigme politique. La restauration du pluralisme a été suivie des élections concurrentielles mettant en compétition plusieurs partis politiques. Cela a induit des effets de mimétisme au niveau micro ou local. Le local est saisi ici comme l'espace politique rural ou urbain, géographiquement périphérique de la capitale politique, où des acteurs y sont également en compétition pour la conquête des postes électifs locaux ou pour le patronage du champ politique. La démocratisation a contribué à l'articulation de la « *logique de terroir* »<sup>34</sup> qui consacre un réinvestissement du local par les hommes politiques.

A Tokombéré, l'euphorie s'est emparée des jeunes scolarisés et de certains groupes (religieux notamment) qui ont œuvré à la conscientisation des populations locales sur les questions de développement et de justice sociales. Contrairement aux autres arrondissements du département de Mayo-Sava- Kolofata et Mora en l'occurrence, Tokombéré bénéficie depuis les années 1950 de la présence des missionnaires qui ont l'ont développé par la mise en œuvre des infrastructures éducatives et sanitaires<sup>35</sup>. Notamment sur le plan éducatif, les missionnaires ont créé des écoles catholiques dans les différents villages de l'arrondissement

---

<sup>32</sup> Max Weber, *La domination*, Paris, La Découverte, 2013.

<sup>33</sup> Jérôme Lafargue, *Contestations démocratiques en Afrique*, Paris, Karthala, 1996.

<sup>34</sup> Nassirou Bako-Arifari, « Démocratie et logiques du terroir au Bénin », *Politique africaine*, n°59, 1995, pp. 7-24.

<sup>35</sup> Christian Aurenche, *Sous l'arbre sacré*, Paris, Cerf, 1987.

et depuis 1990, le collègue Baba Simon, prestataire d'une formation polyvalente (générale et technique) a vu le jour. Il dispose aujourd'hui d'un cycle complet. Le taux de scolarisation de cet arrondissement est le plus élevé en rapport avec les deux autres du département du Mayo-Sava<sup>36</sup>. En 1990, Tokombéré a fait l'expérience de la démocratisation. Plusieurs partis de l'opposition camerounaise ont trouvé quelques militants dans cette localité. Il s'agit notamment de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp), du Social democratic front (Sdf) et du Mouvement démocratique pour la défense de la République (Mdr). Mais l'essentiel de l'élite politique locale était au Rdpc, parti au pouvoir. C'est le cas de Touda Kla (ancien trésorier payeur général de Yaoundé), Jean Baptiste Baskouda (ancien ministre et aujourd'hui sénateur) et Cavaye Yeguié Djibril (président de l'Assemblée nationale). En dépit de ce contexte pluraliste, la politique à Tokombéré est monopolisée par Cavaye Yeguié Djibril qui en assure le patronage. Il reste le centre de gravité et le lieu unique d'impulsion de la scène politique. Il incarne ainsi un leadership monolithique et frappe de délégitimation tout espace social où se tient un discours autonome. En raison de la pratique politique monopolistique, l'espace social est fortement sclérosé ; ce qui se traduit par l'absence de toute dynamique associative et l'articulation d'une conduite contestataire ouverte.

Dans l'arrondissement de Tokombéré, la parole s'exprime plutôt sous la forme sibylline, masquée et emprunte le registre de la mime et de la perruque<sup>37</sup>. Et pourtant au sein de la société, le sentiment de désaffection est réel mais cela ne s'est pas jusqu'ici traduit sur le terrain politique. Lors des dernières élections locales (législatives et municipales) du 30 septembre 2013 un jeune, Tada Paul, d'ethnie Mouyeng, médecin de formation, cadre de l'Undp, a affronté la liste de Cavaye Yeguié Djibril. Formé par les missionnaires de Tokombéré, Tada Paul a bénéficié de leur soutien, pour s'engager en politique et assurer, si possible, l'alternative. Populaire au sein des couches sociales paupérisées par plusieurs décennies du règne de Cavaye Yeguié Djibril, Tada Paul, a appris la rudesse du jeu politique dans un environnement vicié par les relents du monopole. Car malgré la popularité dont il aura joui au sein de différentes communautés de Tokombéré, il n'est pas sorti victorieux du système mis en place par Cavaye Yeguié Djibril. Système qui repose essentiellement sur le néo-patrimonialisme.

### **III- Le néo-patrimonialisme de type *chefferial* dans l'espace politique local**

En raison de leur incrustation dans le champ étatique national, les pouvoirs traditionnels sont des lieux où la régulation des ressources est ordonnée en fonction des intérêts de ceux qui les tiennent. Loin donc de se mettre au service de leurs communautés d'origine, les chefs traditionnels agissent en effet comme des fonctionnaires véreux qui confondent ressources publiques et ressources privées.

---

<sup>36</sup> Le taux de scolarisation de cet arrondissement est de 88, 24%, alors qu'il se situe à 74, 04% à Mora et à 69% à Kolofata. Chiffres disponibles au niveau des Inspections d'arrondissements du Ministère de l'Education de base.

<sup>37</sup> Michel de Certeau, *Les arts de faire*, Paris, Seuil, 1990.

### a) *Le clientélisme extensif*

Scrutant le système politique africain à l'ère postcoloniale, Médard a montré comment est-ce que le clientélisme est ce qui caractérise le rapport de l'Etat aux sociétés locales<sup>38</sup>. La relation de clientèle est « *un rapport de dépendance personnelle non lié à la parenté qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client, qui contrôlent des ressources inégales* »<sup>39</sup>. La forte personnalisation du pouvoir politique dans ces régions repose sur la construction d'une société politique où les patrons politiques disposent des clients, au sens économique du terme, dans les différentes localités périphériques. Dans la vision de l'Etat postcolonial, la composition hétérogène des équipes gouvernantes est expressive des entités ethnoculturelles. Au Cameroun, dès les années 1960, le président Ahmadou Ahidjo a mis en place la politique d'équilibre régional, qui s'est matérialisé par ce que Bayart appelle « *l'assimilation réciproque de l'élite* »<sup>40</sup>. Il s'est alors agi de conférer une gestion multiculturelle à la gouvernance politique. Ce qui eut lieu au niveau étatique central va également se révéler au niveau étatique local. Notamment dans le contexte de l'ouverture démocratique, Cavaye Yeguié Djibril a développé le système de clientélisme extensif en raison de son élan à enrégimenter le champ politique local. Comme le souligne un des enquêtés : « *La politique dans cet arrondissement est la chose privée de Cavaye Yeguié Djibril et de sa famille. Si vous n'avez pas d'entrée dans cette famille vous n'allez pas bénéficier de leur faveur ni de leurs largesses. Ici la politique est une affaire de famille et de réseau* ». Si durant la période du parti unique Cavaye Yeguié Djibril a gardé une distance avec les populations locales de Tokombéré, le contexte de démocratisation l'a contraint à construire une relation plutôt clientéliste avec celles-ci.

Dans le contexte du pluralisme sociopolitique qui est porteur des zones d'incertitudes, Cavaye Yeguié Dibril a plutôt opté pour le clientélisme extensif. Il s'est agi pour ce renard politique, de disposer des « pièces » dans les différentes communautés ou à tout le moins dans les six cantons<sup>41</sup> que l'arrondissement de Tokombéré pour une maîtrise maximale du champ politique local. « *Ce qui fait la force de Cavaye Yeguié Djibril c'est son statut de chef traditionnel et surtout de président de l'association des chefs du département du Mayo-Sava. Il a des appuis dans tout l'arrondissement de Tokombéré mais aussi dans le département de Mayo-Sava. Généralement face à une adversité locale, Cavaye Yeguié Diibril va chercher des soutiens au niveau départemental. Donc, il a une ressource importante de par son statut de président de l'Assemblée nationale et du président des chefs traditionnels. Aucune élite d'ici ne peut mener d'égal à égal le combat politique avec lui. Cavaye est finalement fort, et même le plus fort* » déclare un enquêté dans la chefferie Mada. A l'observation empirique de la société politique locale à Tokombéré, le clientélisme extensif est vraiment à l'œuvre. Dans les différentes communautés- Mouyang, Zoulgo, Ouldémé, Mada, Cavaye Yeguié a des représentants qui lui servent d'appoint lors des compétitions politiques. Lors des élections locales, Cavaye Yeguié Djibril a des équipes constituées essentiellement des personnes à qui il a offert de l'emploi soit dans l'administration publique camerounaise soit à l'Assemblée nationale dont il est président depuis 1992.

<sup>38</sup> Jean-François Médard, « Le rapport de clientèle », *Revue française de science politique*, 1976, pp. 103-130.

<sup>39</sup> Jean-François Médard, « Le rapport de clientèle », op. cit., p. 103.

<sup>40</sup> Jean-François Bayart, *L'Etat au Cameroun*, Paris, PFNSP, 1979.

<sup>41</sup> Il s'agit des cantons de : Séraoua, Mada, Ouldémé, Palbara, Mouyengue et Makalingai.

### **b) La logique matrimoniale**

Dans les sociétés traditionnelles, les relations matrimoniales sont étroitement liées au phénomène de pouvoir<sup>42</sup>. Notamment dans les sociétés à pouvoir centralisé, le système de parenté est strictement codifié. Généralement, les familles régnautes ont ordonné la société de telle sorte que les relations matrimoniales se déroulent de manière concentrique, c'est-à-dire à l'intérieur des entités sociales constituées. Dans ce cas, les mariages se contractent entre les familles régnautes, celles qui président aux destinées des communautés ; plutôt que ces dernières avec les familles esclaves ou pauvres. En concordance avec le pouvoir lamidal introduit par les sociétés islamo-peuhles au Nord Cameroun, Cavaye Yeguié Djibril se fait l'écho des logiques matrimoniales qui s'y exécutent. Lui-même fils du chef, Cavaye Yeguié Djibril a bien appris la leçon en matière des régimes matrimoniaux. Ceux-ci sont largement l'expression des sociétés et de leur système d'organisation. Les relations matrimoniales restent ici fortement codifiées par des normes et des pratiques dont le système de pouvoir se fait l'écho. Ainsi Cavaye Yeguié Djibril a contracté des mariages au sein de familles royales notamment dans les lamidats de Makalingai et de Séraoua. Il a envoyé ses filles en mariage dans les *lamidats* de Ouarba, de Limani et de Mémé. Ses fils ont également pris femme au sein des familles régnautes ou des familles nobles.

En matière matrimoniale, Cavaye Yeguié Djibril veut d'abord préserver l'identité du chef qu'il incarne et qu'il ambitionne de transmettre de génération en génération. Dans sa vision, un chef doit le demeurer aujourd'hui et demain, en assurant une lignée royale à ses progénitures. Dans une région (Nord Cameroun) où le chef traditionnel dispose d'une position privilégiée dans le champ politique et jouit d'une aura incontestée dans la société, Cavaye Yeguié Djibril veille scrupuleusement à la reproduction du système *lamidal*. Dans les sociétés peuhles, c'est le paradigme des mariages endogamiques qui est admis et les familles contractent des relations matrimoniales en raison généralement de leurs statuts sociaux. C'est alors qu'il est indécent qu'une personne issue d'une famille noble (*rimbe*) prenne femme dans une famille d'esclave (*maccube*). Il y a en effet une structuration dualistique de la société qui fait que les rapports matrimoniaux sont régis sur des référents bien codifiés. Que Cavaye Yeguié Djibril ait opté pour des relations matrimoniales de facture *chefferiale* a un lien avec l'identité de la lignée qu'il veut promouvoir.

Et l'on voit que par le biais des mariages, c'est au travers des noms qu'on donne aux enfants que les familles royales en viennent à se pérenniser et à se fixer dans le temps. C'est une tactique de reproduction d'un ordre social où les statuts se rigidifient et les membres se reconnaissent sur la base de leurs rangs. Comme le souligne Bourdieu : « *La distribution des noms selon les lignées et les niveaux généalogiques est un bon indice de l'aptitude du groupe à maintenir son intégration en surmontant les virtualités de crise qu'enferment tous les problèmes de succession, problèmes particulièrement difficiles à maîtriser* »<sup>43</sup>. Dans la vision des familles régnautes, et parce qu'elles sont toujours en quête de la noblesse, de la dignité, de l'honneur et de la grandeur, c'est à l'intérieur d'elles-mêmes qu'elles pensent disposer des ressources nécessaires à leur autopromotion, autoperpétuation et reproduction. Ainsi les mariages avec les autres couches sociales, sont des sources d'une probable altération, d'une

---

<sup>42</sup> Lire sur ces questions Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil, 2000, pp. 83-215.

<sup>43</sup> Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, op. cit., p. 106.

désintégration des groupes constitués autour des valeurs précises. Il est alors juste de dire que les familles régnantes sont en quête perpétuelle de distinction au sens où l'entend Bourdieu<sup>44</sup>. Une telle pratique finit par installer les couches sociales non régnantes dans une sorte de mimétisme. Il faut évoquer ici les conversions opportunistes à l'Islam dans l'arrondissement de Tokombéré de certains jeunes gens qui, par la suite ont entrepris des mariages au sein de la famille Cavaye ou cherché à bénéficier de ses largesses. Ces jeunes sont à la recherche d'une nouvelle identité sociale en rupture avec celle de leur milieu d'origine. Ils sont animés par un désir de reconstruction identitaire. En raison de sa forte position politique (membre du bureau politique du Rdp et président de l'Assemblée nationale) et de son statut de *lamido*, Cavaye Yeguié Djibril a réussi à mettre en place un système qui influence les attitudes et les comportements d'une certaine fraction sociale. Ici les relations matrimoniales ont revêtu une signification davantage politique que sociale.

### c) *La logique institutionnelle*

En Afrique subsaharienne, il paraît toujours illusoire de lire la réalité politique à partir des institutions officielles, tant l'Etat se caractérise plutôt par une faible institutionnalisation<sup>45</sup>. Il y a ici une très forte personnalisation de l'espace institutionnel qui se traduit par la confusion du secteur public et du secteur privé. C'est ce qui a incité Médard à esquisser la théorie du « néopatrimonialisme » qui constitue l'identité intrinsèque des Etats postcoloniaux d'Afrique noire. C'est que le fonctionnement au concret de ces Etats met en avant la privatisation des institutions et des ressources publiques par les tenants des postes de responsabilité bureaucratique. Dès lors, les institutions ne fonctionnent plus sur la base des règles formelles explicites mais plutôt sur la base des relations personnelles, des relations verticales entre gouvernants et gouvernés. Les institutions ne sont pas des réalités neutres, ordonnées selon les règles et les normes officielles, mais elles restent fortement imbibées par les réalités socioculturelles. L'espace institutionnel devient le lieu par excellence de l'expression du néo-patrimonialisme. Médard écrit à ce sujet : « *Par patrimonialisation des rapports publics, nous voulons dire que l'Etat devient un « fromage » que se partagent les différents titulaires de postes publics. Un poste public constitue un véritable patrimoine, un bien économique qu'il s'agit de faire fructifier* »<sup>46</sup>. Les luttes dans l'appropriation de ces postes publics révèlent donc l'acuité des appétits qui se nouent autour de ceux-ci ; d'où également la gestion conservatrice des institutions.

Depuis 1992 Cavaye Yeguié Djibril a malicieusement exploité sa position du président de l'Assemblée nationale pour en faire une véritable manne. Il revient régulièrement dans la presse<sup>47</sup> que la gestion de Cavaye Yeguié Djibril est de facture néopatrimoniale en raison notamment de la distribution des postes d'emploi et des postes de responsabilité à ses affidés, ces personnes qui lui font allégeance et sur qui il fonde sa grandeur d'évergète politique, *big man* attiré, porté par l'élan de générosité et de sollicitude. Cavaye Yeguié Djibril se sert de

---

<sup>44</sup> Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuits, 1979.

<sup>45</sup> Voir Gérard Conac, « Portrait du chef de l'Etat », *Pouvoirs*, n°25, 1983, pp. 121-130 ; Richrad Sandbrook, « Personnalisation du pouvoir et stagnation capitaliste : l'Etat africain en crise », *Politique africaine*, n°26, 1987, pp.15-37.

<sup>46</sup> Jean François Médard, « La spécificité des pouvoirs africains », *Pouvoirs*, n°25, 1983, p. 20.

<sup>47</sup> *Aurore plus*, n°1307, du 05 avril 2011 ; *Le Messager*, n°3278, du 04 février 2011 ; *Le jour*, n°863, du 27 janvier 2011 ; *Le jour*, n°865, du 31 janvier 2011.

l'Assemblée nationale comme d'un instrument de distribution des postes d'accumulation des ressources à des privilégiés. Enfants, belle-famille, clients politiques et autres obligés sont aux premières loges de bonne grâce du président de l'Assemblée nationale. Ceux-ci sont les premiers à bénéficier des actes de nominations auxquelles il procède, et qui ne reposent pas toujours sur des raisons d'ordre managérial. Aussi, Cavaye Yeguié Djibril utilise sa position de « haute personnalité » de la République pour exercer de trafic d'influence sur certains responsables en charge des Ministères et des Grandes Ecoles de formation. Dans ce registre, l'Ecole nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) est celle où il aura envoyé une bonne fraction de sa progéniture. Preuve de ce que l'administration constitue un puissant levier de capitalisation des ressources publiques et de promotion des intérêts d'élite. Aussi, Cavaye Yeguié Djibril use de sa position institutionnelle pour promouvoir ses affidés dans les différentes administrations camerounaises. Il privilégie généralement soit sa progéniture, soit ses beaux fils ou ceux qu'il utilise comme des clients au niveau de la politique locale.

Après vingt ans de présidence à l'Assemblée nationale, Cavaye Yeguié Djibril a mis place un tel dispositif de clientélisme qu'il a des protégés dans les différentes localités mais aussi au niveau départemental voire au-delà. En regard du fonctionnement du système politique camerounais, qui repose sur la politique d'équilibre régional et dont le principe vise à constituer des relais locaux, des représentants des régions, Cavaye Yeguié Djibril est crédité d'une représentativité qui transcende largement son arrondissement Tokombéré. Il jouit désormais d'un leadership régional. Du point de vue protocolaire, Cavaye Yeguié Djibril est la première personnalité politique de la partie septentrionale du Cameroun et assure, selon les circonstances du moment, le leadership de toute cette partie du pays<sup>48</sup>.

**Conclusion :** *Le renouveau de la domination traditionnelle entre le local et le national*

A la fin de cette réflexion, du reste contextuelle, force est d'admettre que loin d'avoir porté entorse au charisme des pouvoirs traditionnels, la démocratisation semble leur avoir donné un regain de vitalité. A partir de l'exemple de Tokombéré, dont la configuration sociopolitique est extensible à d'autres régions du Cameroun, il s'observe une rémanence de la position des autorités traditionnelles dans le champ politico-institutionnel local et national. Depuis l'ouverture au multipartisme des années 1990, les chefs traditionnels sont devenus des acteurs à part entière de la scène politique et jouissent dorénavant de la sollicitude constante des pouvoirs publics. En effet, la partie septentrionale fait figure singulière dans le paysage de la politique nationale. Les chefs traditionnels de cette partie du pays occupent des positions institutionnelles des plus privilégiées. Ainsi, Ayang Luc, *lamido* de Doukoula, est président du Conseil Economique et Social depuis 1984, Cavaye Yeguié Djibril, *lamido* de Mada, est président de l'Assemblée nationale depuis 1992, Aboubakary Abdoulaye, *lamido* du Mayo-Rey, est premier vice-président du Sénat depuis 2013 et Alim Hayatou, *lamido* de Garoua, est secrétaire d'Etat au Ministère de la Santé publique depuis 1996 et préside depuis 2011 aux

---

<sup>48</sup> On l'a vu récemment à la tête de la délégation des élites du Nord Cameroun, mobilisée pour mener la lutte contre la secte islamiste Boko Haram qui sévit aux frontières de cette partie du pays. Avant cela, en 2009, Cavaye Yeguié Djibril a été reçu par le président de la République, Paul Biya, au nom de toute l'élite de la partie septentrionale, pour répondre aux doléances exprimées par cette élite relatives à la représentativité des élèves originaires du Nord Cameroun à l'Ecole normale supérieure de Maroua, qui venait d'être nouvellement créée.

destinées du Conseil national des chefs traditionnels du Cameroun (CNCTC). Evidemment, la liste n'est pas exhaustive.

A juste titre, le paradigme de « *retour des rois* »<sup>49</sup> permet d'observer le repositionnement politique des détenteurs de la légitimité traditionnelle au Nord Cameroun. Le champ politique subit désormais le poids envahissant des chefs traditionnels qui ne sont pas porteurs des valeurs démocratiques. Parce que le *lamidat* constitue l'archétype de l'unanimité et de l'autoritarisme primaire, ceux qui tiennent ses leviers œuvrent plutôt à transcrire ses valeurs dans la société. Par conséquent, au plan régional (Nord Cameroun) la société politique reste largement influencée par le *bigmanisme* traditionnel. Les chefs traditionnels sont ici l'alpha et l'oméga de la politique, et les populations qui s'éveillent de plus en plus aux valeurs de liberté et des droits de l'homme confrontent sans cesse la volonté tenace de ces potentats locaux qui refusent la démocratisation du champ politique local.

Au demeurant le phénomène de l'invasion de scène politique revêt une dimension nationale et touche une bonne fraction de l'establishment administratif. Il y a aujourd'hui une tendance généralisée dans le corps d'élite sociopolitique à rechercher les titres de noblesse traditionnelle. Alors que le président de la République, Paul Biya, est affublé du statut de *Nom nguii* (chef des chefs en langue béti), les autres membres de l'équipe gouvernante ont un pied dans la tradition. Quelques cas sont à ce sujet saisissants : Jacques Fame Ndongo, ministre de l'Enseignement supérieur est chef de Nkolandom (Sud), Martin Belinga Eboutou, Directeur du cabinet civil à la présidence de la République règne sur le village Nkilzok (Sud), Fon Angwafor, vice-président national du Rdpc est fon de Mankon (Nord-Ouest), René Ze Nguelé, sénateur et ancien ministre est chef de 2<sup>ème</sup> degré de Nguelmedouka (Est), Gervais Mendo Ze, ancien directeur général de la CRTV est chef d'Otoakam (Sud), Chief Inoni Ephraim, ancien premier ministre est chef à Bakingili (Sud-Ouest) et Dakolé Daissala, sénateur, ancien ministre et chef de Goundaye. Cette élite politique moderne inaugure en effet une nouvelle ère de la chefferie traditionnelle. Il est désormais illusoire de situer une démarcation entre pouvoir moderne et pouvoir traditionnel. C'est l'ère de l'imbrication et de l'attelage dialectique qui consacre plutôt une mutation complexe de l'autorité traditionnelle.

---

<sup>49</sup> Claude-Hélène Perrot et François-Xavier Fauvelle-Aymar (dir), *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique contemporaine*, op. cit.